

Genre et justice climatique



Les féministes du Sud et du Nord soulignent que la crise climatique est une crise sociale. Les défis environnementaux posés par le changement climatique sont universels et touchent toutes les nations et communautés. La crise climatique exacerbe les inégalités, intensifie la pauvreté et plonge les populations les plus marginalisées du monde dans une insécurité accrue. Cette note d'information décrit les relations entre le genre et la justice climatique.

Le changement climatique a été identifié comme le problème de développement humain le plus important de notre époque. Bien qu'il soit souvent considéré comme un phénomène purement scientifique et technique, le changement climatique est un phénomène social, économique et politique qui a de profondes implications pour la justice sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes. Le concept de justice climatique est très pertinent pour aborder le changement climatique et la protection de l'environnement, car il fait référence à la responsabilité historiquement inégale des pays et des communautés dans la crise climatique. Plaider en faveur de la justice climatique signifie placer l'équité et les droits de l'homme au cœur de l'action et de la prise de décision en matière de climat. En outre, cela signifie qu'il faut demander des comptes aux pays, aux industries, aux entreprises et aux personnes qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre et qui, par conséquent, contribuent davantage à la crise que ceux qui en subissent les conséquences, à savoir les pays et les communautés généralement vulnérables.

Il est évident que les groupes vulnérables, à savoir les femmes, les enfants, les personnes LGBTIQ, les personnes handicapées, les minorités et les peuples autochtones, subissent de plein fouet l'impact du changement climatique. Les menaces croissantes, qui vont de l'élévation du niveau des mers à des phénomènes

météorologiques extrêmes plus fréquents, affectent ces groupes de manière disproportionnée. La discrimination et l'exclusion dont ils font l'objet les rendent particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. En outre, nous constatons que les solutions et les politiques climatiques sont influencées par des groupes puissants au sein de notre gouvernance politique et économique actuelle, tels que les grandes entreprises transnationales qui sont responsables de la plupart des émissions de CO₂. Nous constatons également que les politiques et les solutions ne tiennent pas compte de leur impact sur ces groupes sociaux marginalisés. Les hommes blancs d'un certain âge ont tendance à être surreprésentés dans les groupes d'élaboration des politiques européennes en matière de changement climatique.

Les liens entre le genre et le changement climatique

Un aspect frappant souligné par la recherche est l'impact disproportionné de la crise climatique sur les femmes par rapport à leurs homologues masculins. Cette situation d'inégalité entre les sexes découle de structures patriarcales profondément ancrées dans les sociétés, qui se recoupent avec des structures néocoloniales, néolibérales et racistes à l'échelle mondiale. Par conséquent, ces barrières socialement construites contribuent à des situations de vulnérabilité liées au genre, ce qui renforce l'urgence d'une approche politique pour relever ces défis interdépendants.

Par essence, le genre sert de cadre conceptuel délimitant les rôles, les comportements et les opportunités jugés appropriés pour les individus identifiés comme « femmes » et « hommes » ou d'un autre genre. Le lien entre le genre et le changement climatique n'a



Manifestation pour le climat à Glasgow le 5 novembre 2021

Crédit: [Oliver Kornblihtt / Mídia NINJA / #COPCollab26, Flickr, Licence CC 2.0](#)



été reconnu que récemment comme domaine d'étude distincte. En 1988, un ouvrage de référence intitulé « Women and Environment in the Third World : Alliance for the Future » d'Irene Dankelman et Joan Davidson a constitué l'une des premières contributions à ce discours. Depuis lors, des universitaires et des militantes féministes du monde entier se sont efforcées de mettre en lumière les dimensions sexospécifiques des défis environnementaux urgents.

Les rôles sexués - un ensemble de comportements et d'attitudes socialement proscrits et jugés appropriés ou souhaitables pour les individus en fonction de leur sexe de naissance - sont des facteurs clés dans le contexte de la justice climatique, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources et au capital et la satisfaction aux attentes de la société. Les modèles de comportements sexués sont le reflet des normes et des valeurs culturelles d'une société, ce qui donne lieu à des sociétés souvent perçues comme dominées par des structures patriarcales. Toutefois, il existe également des exemples de sociétés matriarcales où les femmes jouent un rôle central. Le concept de genre permet de mettre en lumière le fait que l'inégalité entre les hommes et les femmes n'est pas une réalité figée, mais plutôt une question dynamique susceptible d'être transformée.

Les attentes traditionnelles en matière de genre influencent considérablement l'accès aux ressources

vitales, les femmes étant souvent confrontées à des contraintes dues à leur position sociale marginalisée. À l'inverse, les hommes ont tendance à bénéficier de privilèges sociaux qui facilitent un accès relativement libre aux ressources. Le changement climatique exacerbe les inégalités existantes entre les hommes et les femmes et a un impact disproportionné sur les femmes et les filles confrontées à des risques accrus de violences basées sur le genre (VBG) pendant les crises, telles que les agressions sexuelles et la traite des êtres humains. Le changement climatique n'étant pas « neutre » du point de vue du genre, il est impératif de prendre en compte les impacts spécifiques au genre dans un cadre politique global afin de s'attaquer aux causes profondes des disparités entre les sexes.

Terminologie queer-féministe

Il est important de noter que la crise climatique n'est pas un scénario binaire, car les personnes affectées, quel que soit leur sexe, incarnent un large éventail de qualités, de privilèges et d'attributs. Le fait de présenter les sexes comme des oppositions nettes simplifie à l'excès les réalités complexes de l'existence humaine. Il est essentiel de reconnaître la distinction entre « genre » et « sexe ». Le genre est apparu comme un concept distinct du sexe biologique, qui se rapporte aux différences physiologiques entre les hommes et les femmes (par exemple, les gonades, les organes sexuels, les chromosomes, les hormones). (voir informations du Conseil de l'Europe sur « le sexe et le genre »).

Le genre est une construction stratifiée façonnée par les influences sociales, psychologiques et culturelles, qui évolue à travers des processus de socialisation. Il englobe les normes, les comportements et les rôles associés aux différentes identités de genre, y compris les femmes, les hommes, les filles, les garçons et les individus non conformes au genre, ainsi que la dynamique relationnelle entre eux.

La perception de ce qui est « masculin » ou « féminin » peut varier d'une société et d'une culture à l'autre. Les sociétés établissent des normes et des attentes en matière de genre, transmises par le biais de la famille, de l'éducation et des médias, façonnant ainsi les comportements individuels et les structures sociales. En particulier, le genre sert à la fois de cadre analytique pour comprendre la formation de l'identité et de concept politique pour aborder la dynamique du pouvoir au sein des sociétés. En tant que phénomène socialement construit, le genre varie d'une culture à l'autre et peut évoluer au fil du temps.



Crédit: [Md Harun Or Rashid - Flickr](#), [Licence CC 2.0](#)

Dans notre approche de l'égalité entre les hommes et les femmes, nous constatons l'importance de reconnaître plus de deux genres. Cela implique d'inclure dans notre cadre d'analyse et de comparaison d'autres identités de genre telles que les personnes transgenres, les personnes queer et celles qui s'identifient comme non binaires. Bien qu'il existe plusieurs définitions, nous adhérons à celle adoptée par l'Union européenne qui englobe les identités LGBTIQ. En outre, nous employons les termes tels que « personnes non conformes au genre » et « groupes marginalisés par le genre », soulignant ainsi la nécessité de dépasser une compréhension binaire du genre. Toutefois, par souci de clarté et en raison des limites de la recherche disponible, ce document fait principalement référence au genre en termes d'hommes et de femmes. Il convient de noter que la majorité des recherches n'approfondissent pas l'analyse des groupes marginalisés sur le plan du genre, ce qui, pour des raisons pratiques et de lisibilité, limite la portée de notre analyse aux femmes et aux filles.

Perspective féministe intersectionnelle

Il est essentiel de combiner une approche intersectionnelle avec une perspective de genre, car chaque homme ou femme est influencé de manière unique par un ensemble de privilèges et de désavantages qui lui sont propres. Une femme âgée racialisée dans une grande ville peut avoir peu de choses en commun avec une jeune femme blanche dans un village. L'approche intersectionnelle permet d'éviter les classifications trop simples des hommes et des femmes.

L'intersectionnalité, un concept clé dans les sphères féministes et environnementales, a été introduite pour la première fois par l'universitaire américaine Kimberlé Williams Crenshaw en 1989. Ce concept reconnaît les individus comme des êtres aux multiples facettes et aux expériences diverses, et résiste à la tendance à les classer dans des catégories étroites. Fondamentalement, l'intersectionnalité reconnaît l'impossibilité de

confiner les individus dans des catégories singulières, soulignant la nécessité d'appréhender la complexité humaine au-delà d'une seule forme d'identité, telle que le genre. Au contraire, elle souligne l'interaction de divers types d'identité, notamment l'ethnicité/la racialisation, le sexe, la classe sociale, l'âge, les handicaps et la situation géographique, qui sont étroitement liés aux structures de pouvoir et aux inégalités de la société.

Perspectives féministes sur la justice climatique

Mary Robinson, ancienne envoyée des Nations unies pour le climat, a déclaré un jour : « *Le changement climatique est un problème causé par l'homme et doit avoir une solution féministe* ». Les considérations de genre ne doivent pas être un complément, mais plutôt un élément fondamental dans l'élaboration d'idées pour une transition juste à travers un regard féministe. Par conséquent, ces concepts devraient s'appuyer sur des principes féministes, ainsi que sur des méthodologies décoloniales et antiracistes.

L'analyse féministe a examiné la domination des paradigmes de connaissance occidentaux, soulignant l'assujettissement et l'exploitation des systèmes de connaissance indigènes. Le discours écoféministe, particulièrement répandu en Amérique latine, met l'accent sur le lien entre la violence contre la nature, les territoires et les corps humains. La critique féministe n'a cessé de souligner que la marchandisation de la productivité, de l'efficacité et de la concurrence tend à mettre à l'écart l'impératif d'assurer le bien-être des êtres humains et de l'environnement. La gouvernance politico-économique occidentale est axée sur la poursuite incessante de la productivité, mesurée par la croissance du PIB, qui entraîne une crise durable de la reproduction sociale. Notamment, les discours dominants sur l'économie verte donnent souvent la priorité aux solutions technologiques, occultant ainsi les structures économiques et écologiques sous-jacentes. Cette perspective se concentre étroitement sur la capacité des avancées technologiques à remédier, améliorer ou rationaliser

les processus, sans pour autant s'attaquer aux causes profondes des défis contemporains.

Les défenseurs du féminisme se sont toujours opposés à la pratique du brevetage des organismes vivants et à la marchandisation du corps des femmes, en accordant la priorité à l'examen des ramifications sociales et des coûts associés. Elles mettent l'accent sur la récupération des ressources communes et la promotion de la propriété collective. Au cœur de la pensée écoféministe se trouve la reconnaissance du changement climatique, de la disparité entre les sexes et de l'inégalité sociale en tant que défis interdépendants, tous issus de la domination des structures patriarcales au sein de la société. Une partie de cette critique est le développement d'alternatives (écoféministes) qui visent à placer la reproduction ou les soins au centre de l'économie, sur la base d'un modèle socio-économique qui ne vise pas une croissance économique aussi forte que possible, mais une croissance durable et équilibrée dans laquelle les gens vivent avec les ressources de la planète. Un exemple de ces modèles et pratiques alternatifs est le développement du concept Buen Vivir, issu des communautés indigènes d'Amérique latine et centrale. Un autre exemple est le rôle des coopératives locales/régionales qui se concentrent sur les besoins de base.

Vulnérabilités spécifiques au genre

L'impact disproportionné du changement climatique sur les femmes par rapport aux hommes est étroitement lié à divers facteurs sociaux, culturels et économiques.

La question fondamentale « Pourquoi le changement climatique a-t-il un impact différent sur les femmes et sur les hommes ? » a été examinée par des experts dans le domaine du climat, et leur réponse a été unanime : c'est l'inégalité entre les hommes et les femmes. Les Nations unies soulignent que l'inégalité entre les sexes, associée à la crise climatique, constitue l'une des menaces les plus redoutables pour les moyens de subsistance, la santé, la sécurité et la sûreté des femmes dans le monde. Par conséquent, il est impératif de reconnaître que le changement climatique agit comme un catalyseur, renforçant les disparités existantes entre les hommes et les femmes et le rendant intrinsèquement non neutre du point de vue du genre.

Dans le monde entier, les femmes ont la responsabilité de subvenir aux besoins des ménages en assurant l'accès à la nourriture, à l'eau et aux combustibles. Bien que l'agriculture soit un secteur clé pour l'emploi des femmes dans les pays du Sud, celles-ci n'ont qu'un accès limité à la terre et aux autres ressources naturelles, ce qui les rend dépendantes des décisions de leur mari. La pression exercée sur les jeunes filles pour qu'elles quittent prématurément l'école afin d'assumer les tâches ménagères illustre encore cette inégalité. De plus, la santé des femmes et des filles est affectée par le changement climatique, car elles doivent faire face à des ressources limitées pour accéder aux services essentiels et aux soins de santé.

Lors des catastrophes climatiques, la vulnérabilité des femmes s'intensifie et les maladies prolifèrent, les accouchements devenant plus périlleux, avec un risque



Manifestation pour le climat à Pittsburgh le 24 September 2021
Crédit: [Mark Dixon - Flickr](#), Licence CC 2.0

accru de décès pour la mère et l'enfant. Les femmes jouent également un rôle central en tant que principales gardiennes des familles, assurant la sécurité de leurs enfants pendant les crises. Lorsque la nourriture se raréfie en raison de précipitations insuffisantes, les femmes sacrifient souvent leur propre alimentation pour nourrir leur famille. Les femmes subissent également de plein fouet les conséquences de la pénurie d'eau et doivent parcourir de longues distances à la recherche d'eau potable pendant les périodes de sécheresse. Elles s'exposent ainsi à des risques accrus tels que les agressions sexuelles, le harcèlement et la traite des êtres humains. La sphère domestique n'est pas exempte de dangers, les taux de violence liée au sexe, y compris la violence domestique, augmentant fortement lors des catastrophes climatiques. En outre, les conséquences des catastrophes liées au climat obligent souvent les femmes à se retrouver dans des situations précaires. Fuyant leurs maisons inondées, elles cherchent à s'abriter dans des établissements urbains informels, communément appelés bidonvilles, où elles vivent dans des conditions incertaines et vulnérables. Le manque d'accès des femmes au capital social, économique et éducatif les rend particulièrement vulnérables à la menace existentielle que représente le changement climatique.

Des recherches récentes suggèrent un changement de perspective concernant les vulnérabilités liées au genre dans le contexte de la crise climatique. Plutôt que d'examiner uniquement les effets directs du climat sur les vulnérabilités liées au genre, il convient de mettre l'accent sur la compréhension de la nature dynamique de ces vulnérabilités. Les femmes ne sont pas vulnérables parce qu'elles sont des femmes, mais en raison des structures de pouvoir patriarcales socialement construites dans lesquelles elles vivent souvent. Ces structures de pouvoir se traduisent par un accès restreint aux ressources essentielles et aux services publics, par des possibilités d'éducation limitées et par des contraintes en matière de propriété foncière. Les femmes possèdent généralement moins d'entreprises, rencontrent des difficultés dans l'emploi formel et se heurtent à des obstacles dans l'accès aux crédits et aux ressources financières par rapport aux hommes. Une part importante des soins non rémunérés incombe aux femmes au sein des familles. Ces responsabilités englobent des tâches telles que l'approvisionnement en eau et en nourriture, qui deviennent de plus en plus lourdes dans les zones vulnérables au climat où les ressources sont rares. La division actuelle du travail entre les hommes et les femmes exacerbe encore les difficultés rencontrées par les femmes.

En fait, la capacité d'adaptation des individus est étroite-

Crédit: [UN Women/Joe Saade - Flickr](#), [Licence CC 2.0](#)



ment liée à des facteurs tels que le sexe, le contexte socio-économique, les ressources financières, la dynamique du pouvoir, l'accès aux ressources essentielles, notamment la terre, et le contrôle de ces ressources. L'ampleur des inégalités entre les hommes et les femmes dans ces domaines est directement liée aux difficultés que rencontrent les femmes pour mettre en œuvre des stratégies d'adaptation efficaces. Il est impératif de s'attaquer à ces disparités et de les atténuer pour élaborer des cadres politiques solides visant à renforcer la résilience des femmes face aux défis induits par le climat.

Les femmes en tant qu'agents actifs dans le contexte du changement climatique

Pour améliorer l'efficacité des stratégies de lutte contre le changement climatique, il est impératif de tirer parti de l'expertise des femmes dans différents domaines. Les femmes jouent un rôle essentiel dans l'agriculture, la conservation de la biodiversité, la gestion des ménages, la génération de revenus et les sphères politiques. Malgré le discours dominant soulignant la vulnérabilité des femmes du Sud aux impacts du changement climatique, il est crucial de reconnaître leur engagement proactif dans le développement de stratégies d'adaptation. Les femmes, souvent confrontées à un accès inégal aux ressources et supportant une charge disproportionnée des risques liés au changement climatique, font preuve d'une résilience remarquable. Elles ne se contentent pas de relever les défis, elles deviennent les **agents du changement**. Tout en reconnaissant la vulnérabilité accrue des femmes, il est tout aussi important de souligner leur rôle en tant que contributrices clés à des solutions durables. Les efforts en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels sont essentiels pour orienter la trajectoire vers un avenir durable. La lentille de l'intersectionnalité encourage une compréhension plus complète de la dynamique du genre.

Les chercheurs ont critiqué la représentation des

femmes dans le discours sur le climat comme étant simplement « vulnérables ». Par conséquent, l'accent a été mis sur la reconnaissance de l'agence, des compétences et des voix des femmes qui défient la représentation de la victimisation inhérente. Malgré la myriade de défis que les femmes rencontrent dans divers contextes sociaux, elles recherchent activement d'autres voies pour s'autonomiser. En s'organisant à différents niveaux, de la base locale à la coopération internationale, les femmes résistent aux systèmes oppressifs et établissent des réseaux qui leur donnent le pouvoir collectif de poursuivre des objectifs communs. Cette action collective ne fournit pas seulement une plateforme de résistance, mais cultive également des opportunités pour des moyens de subsistance résilients. En adoptant un ton orienté vers la politique, il est impératif de souligner l'action des femmes face aux défis du changement climatique.

La participation des femmes à la vie politique en est un exemple probant, car les études révèlent que les pays où les femmes sont plus nombreuses au parlement mettent souvent en œuvre des politiques rigoureuses en matière de changement climatique. Par conséquent, la présence accrue des femmes au sein des gouvernements est corrélée à des politiques climatiques plus fortes. En outre, les femmes et les jeunes filles du monde entier sont à l'avant-garde de l'activisme climatique et utilisent diverses méthodes pour protéger, restaurer et régénérer l'environnement. En témoigne le collectif de femmes dalits de Pallur, qui a vu le jour en 2016 lorsque 40 femmes dalits sans terre ont récupéré plus de sept acres de terres occupées illégalement dans leur communauté afin de promouvoir la souveraineté alimentaire grâce à l'agriculture collective. Les groupes, réseaux et collectifs dirigés par des filles et des jeunes deviennent des voix influentes, qui plaident activement en faveur de l'intégration des questions d'égalité des sexes dans les discussions sur le changement climatique. Ainura Sagyn, Autumn Peltier, Disha Ravi, Elizabeth Wathuti, Greta Thunberg, Hilda Flavia Nakabuye, Howey Ou, Isra Hirsi, Luisa Neubauer, Vanessa Nakate et Xiye Bastida sont quelques-unes de ces voix essentielles.



Recommandations politiques

Une recommandation politique logique est de promouvoir l'inclusion d'une perspective de genre qui soit intersectionnelle avec des objectifs spécifiques au genre dans les politiques. Les politiques relatives au changement climatique ne devraient pas être aveugles au genre, ni à l'impact et aux interrelations avec le racisme ou le néocolonialisme. Toutefois, les féministes ont fait valoir que l'intégration de la dimension de genre dans les politiques climatiques n'est pas suffisante pour parvenir à la justice climatique. Le discours sur le changement climatique et le genre doit s'orienter vers la prise en compte des problèmes sous-jacents qui favorisent un changement transformateur en matière de genre.

Les pays européens et l'UE devraient assumer la responsabilité des politiques macroéconomiques actuelles qui contribuent énormément à la pollution, comme les émissions de CO₂, et ils devraient transformer ces politiques. Cela implique de soutenir les stratégies macroéconomiques visant à passer à une « économie du bien-être » ou « économie de la solidarité ». Une telle économie nécessiterait également de tenir les entreprises responsables du respect des droits de l'homme et des normes de protection de l'environnement, tout en veillant à ce que les industries extractives soient tenues pour responsables de tout impact négatif qu'elles pourraient causer.

Les interventions en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes doivent s'attaquer aux obstacles structurels ancrés dans les normes, les lois et les politiques qui contribuent à l'inégalité et à l'injustice. Les femmes, les filles et les minorités de genre, en particulier celles qui subissent des inégalités croisées fondées sur la classe, la race, l'ethnicité, la caste et l'âge, doivent être encouragées à s'engager pleinement et équitablement dans les décisions relatives à l'utilisation des terres, à la gestion du climat et à l'élaboration des politiques aux niveaux national et international. Pour renforcer les capacités des femmes et de leur communauté à défendre leurs droits et leurs intérêts, les leaders féministes devraient se rassembler au sein des différents mouvements pour s'assurer que les voix des exclus soient entendues.

Projecteurs sur l'agriculture collective féminine

L'organisation Women's Action in Development (NAWAD), créée en Ouganda en 2009, se consacre à l'autonomisation des femmes et des jeunes filles tout en plaidant pour la justice sociale, la stabilité économique et la gestion durable de l'environnement. L'organisation met l'accent sur l'autonomisation collaborative, en soulignant l'importance de la coopération avec les hommes pour renforcer les familles et les communautés et libérer le plein potentiel de tous les Ougandais. En particulier, NAWAD s'engage activement dans l'agriculture, en plaidant pour une agriculture collective afin de relever les défis liés à la terre. En encourageant les femmes à combiner leurs ressources pour acheter des terres en commun, NAWAD met en évidence une protection accrue qui découle de la propriété collective, rendant ainsi plus difficiles les interventions extérieures, en particulier celles des maris. La récolte est également considérée comme un effort collectif, ce qui permet aux femmes de récolter de plus grands bénéfices de leur dur labeur tout au long de l'année. NAWAD offre ainsi aux femmes la possibilité d'exploiter collectivement leurs diverses compétences, connaissances et expériences, favorisant ainsi le développement de la résilience de la communauté.



Projecteurs sur les vendredis pour l'avenir

Des exemples individuels, particulièrement remarquables parmi les militantes pour le climat, mettent encore plus en évidence le rôle important des jeunes femmes dans l'action pour le climat. Le mouvement mondial de grève pour le climat, Fridays for Future, qui a débuté en août 2018, en est une illustration marquante. Bien qu'il comprenne divers participants, le mouvement a été déclenché par Greta Thunberg, une Suédoise âgée de 15 ans à l'époque. Des leaders remarquables dans divers pays, tels que Luisa Neubauer en Allemagne, Disha Ravi en Inde et Hilda Flavia Nakabuye en Ouganda, sont des exemples de jeunes femmes jouant un rôle central, contribuant de manière significative à l'impact national du mouvement. Les activistes des Vendredis du Futur exercent une influence morale sur les décideurs politiques, les exhortant à donner la priorité aux connaissances scientifiques et à mettre en œuvre des mesures énergiques pour lutter contre le réchauffement de la planète. Leur plaidoyer appelle spécifiquement à des politiques alignées sur l'Accord de Paris, visant une trajectoire bien inférieure à 2°C. Une étape importante a été franchie lors de la Semaine mondiale pour l'avenir en septembre 2023, avec environ quatre millions de participants, marquant l'une des plus grandes grèves pour le climat de l'histoire.



Manifestation pour le climat à Glasgow le 5 novembre 2021. Crédit: [Oliver Kornblihtt / Mídia NINJA / #COPCollab26 Flickr](#), Licence CC 2.0

Projecteurs sur l'activisme des femmes autochtones

Dans la sphère de l'activisme climatique, un sous-ensemble notable comprend les activistes des communautés indigènes. Bien qu'elles ne représentent que 5 % de la population mondiale, ces communautés jouent un rôle crucial dans la sauvegarde de 80 % de la biodiversité mondiale, ce qui fait d'elles des acteurs indispensables dans les stratégies de protection du climat. Taily Terena du Brésil est une militante autochtone de premier plan, qui défend les droits des femmes autochtones et les causes environnementales. En tant que membre du « Enlace Continental de Mujeres Indígenas » (Réseau continental des femmes autochtones des Amériques), elle a prononcé des discours percutants lors de la convention-cadre des Nations unies, soulignant l'intersection entre les droits des autochtones et la gestion de l'environnement.



Manifestation pour le climat à Glasgow le 5 novembre 2021

Crédit: [Oliver Kornblihtt / Mídia NINJA / #COPCollab26 Flickr](#), Licence CC 2.0



Auteurs: Emma Rainey (WIDE+), Gea Meijers (WIDE+), Elena Georgiardi (GenderCC)

Conception graphique: Stephanie Höglund (WIDE+)

Clause de non-responsabilité: Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Glossaire

- **Accord de Paris** : traité international dans le cadre de la CCNUCC visant à limiter le réchauffement climatique à moins de 2 degrés Celsius et à s'efforcer d'atteindre 1,5 degré Celsius. Il énonce des engagements visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à renforcer la résilience climatique et à fournir un soutien financier aux pays en voie de développement.
- **Agent de changement** : individu ou groupe d'individus qui prennent des initiatives et orchestrent des changements sociaux de manière organisée.
- **Alliés** : personnes (généralement) hétérosexuelles et/ou cisgenres qui soutiennent la communauté LGBTQ.
- **Cécité à l'égard du genre** : ne pas reconnaître que les rôles et les responsabilités des femmes/filles et des hommes/garçons leur sont attribués ou imposés dans des contextes sociaux, culturels, économiques et politiques spécifiques. **Cisgenre** : personnes qui s'identifient au genre qui leur a été assigné à la naissance.
- **Collectifs de base** : mouvement populaire qui s'appuie sur les résidents d'un lieu ou d'une communauté particulière pour lancer une initiative politique ou économique. Ces mouvements et organisations recourent à l'action collective au niveau local pour mettre en œuvre des changements qui peuvent avoir une résonance régionale, nationale, voire mondiale.
- **Décolonialisme** : objectif et processus qui visent à déconstruire la colonisation impériale, la blancheur, les dynamiques de pouvoir d'inclusion et d'exclusion et l'eurocentrisme.
- **Espaces sécurisés** : lieu ou environnement dans lequel une personne ou une catégorie de personnes peut avoir la certitude qu'elle ne sera pas exposée à la discrimination, à la critique, au harcèlement ou à tout autre préjudice émotionnel ou physique.
- **Féminisation** : se réfère au processus ou à la tendance selon lesquels certaines professions, industries ou rôles sociaux sont de plus en plus dominés par les femmes. Elle peut avoir diverses implications sociales, économiques et culturelles, y compris des changements dans la dynamique du pouvoir, les tendances du marché du travail et les perceptions sociales des rôles des hommes et des femmes.
- **Genre** : désigne les rôles, les comportements, les attributs et les opportunités que la société considère comme appropriés pour les « femmes » et les « hommes ». Les genres sont socialement construits, appris par des processus de socialisation, varient d'une culture ou d'une société à l'autre et évoluent au fil du temps. Le genre est un spectre qui peut inclure des identités autres que les identités binaires traditionnelles.
- **Green Deal européen** : ensemble de politiques proposées par la Commission européenne pour rendre l'économie de l'UE durable et neutre sur le plan climatique d'ici à 2050. Il vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à promouvoir la durabilité environnementale et à investir dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, le transport durable et la conservation de la biodiversité.
- **Hétéronormativité** : dénote ou se rapporte à une vision du monde qui promeut l'hétérosexualité comme la norme ou l'orientation sexuelle préférée.
- **Insécurité du logement** : terme générique qui englobe plusieurs dimensions des problèmes de logement que les gens peuvent rencontrer, notamment l'accessibilité financière, la sécurité, la qualité, l'instabilité et la perte de logement.
- **Intégration de la dimension du genre** : intégration d'une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes à tous les stades des processus politiques, en veillant à ce que les préoccupations et les expériences des femmes et des hommes soient prises en compte dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans toutes les sphères de la société. Son but ultime est de parvenir à l'égalité des sexes en veillant à ce que les femmes et les hommes bénéficient des mêmes avantages et que l'inégalité ne soit pas perpétuée.
- **Intersectionnalité** : outil permettant de comprendre comment diverses caractéristiques personnelles, telles que race, ethnicité, religion, handicap, âge, orientation sexuelle et identité de genre, s'entrecroisent pour créer des expériences uniques de discrimination. Elle reconnaît que les individus possèdent des identités multiples et stratifiées, façonnées par les relations sociales et les structures de pouvoir. L'examen de ces intersections révèle la complexité de la discrimination et des désavantages résultant de la combinaison des identités.
- **Justice climatique** : se rapporte aux préoccupations concernant les résultats inéquitables pour différentes personnes et différents lieux associés à la vulnérabilité aux impacts climatiques et à l'équité des réponses politiques et pratiques pour faire face au changement climatique et à ses conséquences.
- **Justice énergétique** : il s'agit de garantir un accès équitable aux ressources énergétiques propres et abordables et de s'attaquer aux impacts sociaux, économiques et environnementaux associés à la production et à la consommation d'énergie. Elle cherche à atténuer les disparités en matière d'accès à l'énergie, d'accessibilité financière et de charges environnementales, en accordant une attention particulière aux communautés marginalisées touchées de manière disproportionnée par les problèmes liés à l'énergie.
- **Langage neutre du point de vue du genre** : terme générique désignant les pratiques linguistiques visant à éviter les préjugés, la discrimination ou les implications dévalorisantes fondées sur le genre ou le sexe. L'objectif est d'éviter le choix de mots qui pourraient laisser entendre qu'un sexe est la norme ou le standard.
- **LGBTIQ** : lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels/transgenres, intersexuels, queers.
- **Minorité du genre** : se réfère aux identités de genre minoritaires en dehors du binaire de genre traditionnel, ce qui inclut les femmes transgenres, les hommes transgenres et les personnes non binaires, parmi beaucoup d'autres identités de genre marginalisées.
- **Mobilité partagée** : définie au sens large comme les services et les ressources de transport partagés entre les utilisateurs, soit simultanément, soit l'un après l'autre.
- **Neutre du point de vue du genre** : politique, programme ou situation qui n'a pas d'impact positif ou négatif différentiel en termes de relations de genre ou d'égalité entre les femmes et les hommes.
- **Néo-colonialisme** : politique économique et politiques par lesquelles une grande puissance maintient ou étend indirectement son influence sur d'autres régions ou d'autres peuples.
- **Néolibéral** : idéologie politique qui favorise les politiques qui promeuvent le capitalisme de libre marché, la déréglementation et la réduction des dépenses publiques.
- **Non-binaire** : désigne les personnes qui ne s'identifient pas exclusivement comme homme ou femme. Ils peuvent s'identifier comme une combinaison des deux genres, comme n'étant d'aucun genre ou comme étant d'un genre complètement différent. Les personnes non binaires peuvent utiliser différents termes pour décrire leur identité de genre, tels que genderqueer, genderfluid, agender ou bigender. Cette identité remet en question la conception binaire traditionnelle du genre comme étant strictement masculin ou féminin, en reconnaissant la diversité et la complexité des identités de genre.
- **Pauvreté énergétique** : expression utilisée pour décrire une situation dans laquelle un ménage n'est pas en mesure de se procurer la quantité d'énergie nécessaire pour se chauffer, cuisiner, s'éclairer et utiliser les appareils ménagers.
- **Pauvreté en temps** : quantité disproportionnée de temps que les femmes consacrent au travail non rémunéré, ce qui limite leur capacité à s'engager dans d'autres sphères et activités.
- **Queer** : désigne ou se rapporte à une identité sexuelle et de genre qui ne correspond pas aux normes hétérosexuelles et cis-binaires établies.
- **Rôles des genres** : ensemble de comportements et d'attitudes socialement proscrits, jugés appropriés ou souhaitables pour les individus en fonction de leur sexe.
- **Sensible au genre** : capacité à reconnaître et à mettre en évidence les différences, les problèmes et les inégalités entre les sexes, et à en tenir compte dans la conception et la mise en œuvre des stratégies et des programmes.

- **Sexe** : se réfère aux caractéristiques biologiques qui définissent les êtres humains comme étant des femmes ou des hommes. Ces ensembles de caractéristiques biologiques ne s'excluent pas mutuellement puisqu'il existe des personnes intersexuées qui possèdent les deux, mais dans la majorité des cas, ces caractéristiques différencient les humains en tant que mâles et femelles.
- **Transition juste féministe** : approche de la transition vers une économie durable qui donne la priorité aux besoins et aux droits des femmes et des groupes marginalisés, et qui vise à remédier aux injustices sociales, économiques et environnementales inhérentes au processus.
- **Transgenre** : personnes dont le genre n'est pas le même que le sexe qui leur a été assigné à la naissance, ou qui n'est pas compatible avec celui-ci. Les personnes transgenres peuvent se décrire en utilisant un ou plusieurs des termes suivants : transgenre, transsexuel, genre-queer (GQ), genre fluide, non-binaire, genre-variant, travestissement, sans genre, agenre, non-genre, troisième genre, bi-genre, trans-man, trans-woman, trans-masculin, trans-féminin et neutrois.
- **Travail non rémunéré** : se réfère au travail que les individus effectuent sans recevoir de compensation monétaire. Il peut s'agir de tâches domestiques, de responsabilités de soins et d'autres tâches (principalement effectuées par les femmes) qui contribuent à la société mais ne sont pas formellement reconnues ou rémunérées au sens traditionnel du terme.
- **Vulnérabilité** : conditions déterminées par des facteurs ou processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui augmentent la vulnérabilité d'un individu, d'une communauté, d'actifs ou de systèmes aux impacts des aléas.
- **Vulnérabilité climatique** : degré d'exposition des systèmes naturels, construits et humains aux effets du changement climatique.

Bibliographie

- Arora-Jonsson, S. (2011). Virtue and vulnerability: Discourses on women, gender and climate change. *Global Environmental Change*, 21(2): 744-751. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2011.01.005>
- Balikooa, K., Nabanoga, G., Tumusiime, D. M., & Mbogga, M. S. (2019). Gender-differentiated vulnerability to climate change in eastern Uganda. *Climate and Development*, 11(10): 839-849. <https://doi.org/10.1080/17565529.2019.1580555>
- Banjo, F. (2023). 8 Indigenous Activists Fighting Injustice That You Should Know. *Global Citizen*. <https://www.globalcitizen.org/en/content/indigenous-activists-climate-change-injustice/>
- Dankelman, I. (2012). Gender and Climate Change: An Introduction. *Global Environmental Politics*, 12(1): 128-129. https://doi.org/10.1162/GLEP_r_00103
- Daughters of Earth. (2023). Promoting Collective Farms and Food Sovereignty among the Pallur Dalit Women. <https://daughtersforearth.org/project/promoting-collective-farms-and-food-sovereignty-among-the-pallur-dalit-women/>
- Djoudi, H., Locatelli, B., Vaast, C., Asher, K., Brockhaus, M., & Basnett Sijapati, B. (2016). Beyond dichotomies: Gender and intersecting inequalities in climate change studies. *Ambio*, 45(3): 248-262. <https://doi.org/10.1007/s13280-016-0825-2>
- Euronews Green. (2023). From solo protest to global movement: Five years of Fridays for Future in pictures. <https://www.euronews.com/green/2023/08/21/from-solo-protest-to-global-movement-five-years-of-fridays-for-future-in-pictures#:~:text=In%202019%2C%20momentum%20built%20for,1%2C600%20protests%20across%20150%20countries>
- Georgiadi, E. (2023). Gender and Climate Change Discourses in Uganda: Insights from women representations of CSOs. Radboud University. https://www.gendercc.net/fileadmin/inhalte/dokumente/8_Resources/Publications/Final_Thesis_Georgiadi.pdf
- Greenpeace Australia Pacific. (2021). Climate change is a man-made problem that disproportionately impacts women. It needs feminist solutions. <https://www.greenpeace.org.au/blog/climate-change-is-a-man-made-problem-that-disproportionately-impacts-women-it-needs-feminist-solutions/>
- Mavisakalyan, A., & Tarverdi, Y. (2019). Gender and climate change: Do female parliamentarians make a difference? *European Journal of Political Economy*, Elsevier, 56(C): 151-164. <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2018.08.001>
- National Association for Women's Action in Development. <https://nawad.co.ug/>
- Nellemann, C., Verma, R., & Hislop, L. (eds). (2011). Women at the frontline of climate change: Gender risks and hopes. A Rapid Response Assessment. United Nations Environment Programme. <https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/7985>
- Tschakert, P., & Machado, M., 2012: Gender justice and rights in climate change adaptation: Opportunities and pitfalls. <https://doi.org/10.1080/17496535.2012.704929>
- United Nations. Climate Action - Women as Agents of Change. <https://www.un.org/en/climatechange/climate-solutions/womens-agents-change>
- UN Women. (2022). Explainer: How gender inequality and climate change are interconnected. <https://www.unwomen.org/en/news-stories/explainer/2022/02/explainer-how-gender-inequality-and-climate-change-are-interconnected>
- Üstündağlı Erten, E., Güzeloğlu, E. B., Ifaei, P., Khalilpour, K., Ifaei, P., & Yoo, C. (2024). Decoding intersectionality: A systematic review of gender and Energy Dynamics under the structural and situational effects of contexts. *Energy Research & Social Science*, 110. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2024.103432>
- Wen-Besson, J., & Sabater, L. (2024). Gender Equality for Greener and Bluer Futures: Why Women's Leadership Matters for Realising Environmental Goals. IUCN. <https://www.iucn.org/resources/grey-literature/gender-equality-greener-and-bluer-futures-why-womens-leadership-matters>

A propos du projet

Le projet « Gender and Climate Justice: Knowledge for Empowerment » [Genre et justice climatique : savoir en faveur de l'autonomie], acronyme « COPGendered » est un projet financé par l'UE dans le cadre du programme Erasmus+ qui a débuté en décembre 2022 et durera trois ans. Ce projet est dirigé par WIDE+ et par le consortium transnational de sept partenaires principaux, dont Gender CC, WIDE Autriche, GADIP, KULU Women and Development, Mundubat et CSCD. L'objectif principal est de doter les apprenants d'outils, de connaissances et de méthodologies leur permettant de comprendre et d'aborder les liens critiques entre l'inégalité des sexes et la crise climatique.

Ce document d'information fait partie d'une série de documents qui approfondissent des thèmes spécifiques sur le lien entre le genre et la justice climatique. Il s'agit des documents d'information suivants :

- Justice climatique, genre et énergie
- Justice climatique, genre et LGBTIQ
- Justice climatique, genre et transport
- Genre et migration induite par le climat
- Justice climatique, genre et extractivisme

Pour en savoir plus sur le projet COPGendered : <https://wideplus.org/copgendered-project/>

